

Zeitschrift:	Aînés : mensuel pour une retraite plus heureuse
Herausgeber:	Aînés
Band:	21 (1991)
Heft:	11
Rubrik:	Les assurances sociales : des changements dans l'assurance-maladie au 1er janvier

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 28.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Des changements dans l'assurance-maladie au 1^{er} janvier

Plusieurs modifications d'ordonnances fédérales relatives à la loi fédérale sur l'assurance-maladie et des dispositions édictées à ce sujet par le Département fédéral de l'intérieur introduisent des obligations nouvelles pour les caisses-maladie. Certaines de ces nouveautés sont entrées en vigueur le 1^{er} janvier 1991. Pour d'autres, les caisses ont un délai d'adaptation jusqu'à la fin de cette année. Les nouvelles dispositions ci-après devront donc être appliquées dès le 1^{er} janvier 1992 par toutes les caisses-maladie.

1. Dispositions applicables aussi bien dans l'assurance individuelle que dans l'assurance collective

1.1. Les montants des franchises annuelles sont augmentés:

- pour les assurés mineurs:

50.-	inchangé
de 100.- à	150.-
de 150.- à	200.-

- pour les assurés adultes:

de 100.- à	150.-
de 300.- à	350.-
de 500.- à	600.-
de 1000.- à	1200.-

1.2. Les assurés mineurs qui, au lieu de la participation de 10% aux frais, souscrivent une franchise, et les assurés adultes qui, au lieu de la franchise ordinaire de Fr. 150.-, souscrivent une franchise plus élevée bénéficient d'une réduction de leur cotisation dont les taux maximaux restent ce qu'ils sont actuellement. Mais ce qui est nouveau, c'est que les réductions maximales sont aussi fixées en francs comme suit:

Franchise	Taux maximal de réduction des cotisations	Réduction mensuelle maximale des cotisations
50 / 350*	12%	Fr. 3.75 / 15.-*
150 / 600	22%	11.25 / 33.75
200 / 1200	35%	15.- / 78.75

* Le premier chiffre concerne les assurés mineurs et le deuxième les assurés adultes

Les assurances sociales

Guy Métrailler

1.3. Limitation de la progression des cotisations en fonction des groupes d'âge

Chaque caisse reste libre dans la fixation de ses cotisations en fonction de ses propres coûts, mais la cotisation du groupe d'âge le plus élevé ne peut pas dépasser 200% de celle du premier groupe d'âge adulte définitif, à savoir généralement 26-30 ans.

En pratique, cela veut dire que si une caisse exige une cotisation de Fr. 115.- par mois pour les assurés entrés au plus tard à l'âge de 30 ans, sa cotisation maximale pour les assurés entrés à un âge plus élevé ne peut pas dépasser Fr. 230.-

1.4 Proportions à respecter entre les cotisations des premiers groupes d'âge

Les cotisations des enfants jusqu'à 15 ans, des adolescents jusqu'à 20 ans, des jeunes de 21 à 25 ans doivent respectivement s'élever au moins à 35%, 50% et 75% de celles des hommes du premier groupe d'âge adulte définitif, généralement 26-30 ans. De façon concrète, si une caisse a une cotisation mensuelle hommes 26-30 ans de Fr. 120.-, les cotisations des plus jeunes seront fixées comme suit:

0-15 ans:	
au moins 35% de	Fr. 120.-
donc au moins	Fr. 42.-
16-20 ans:	
au moins 50% de	Fr. 120.-
donc au moins	Fr. 60.-
21-25 ans:	
au moins 75% de	Fr. 120.-
donc au moins	Fr. 90.-

1.5. Mesures en faveur de la famille

Lorsque l'un des parents au moins ainsi qu'un ou plusieurs enfants sont affiliés à la même caisse, cette dernière peut prévoir, pour chaque enfant jusqu'à l'âge de 15 ans révolus, une réduction de la cotisation de 20% au maximum. La caisse peut même libérer du paiement de la cotisation le troisième enfant et les sui-

vants jusqu'à l'âge de 15 ans révolus, même si seuls les enfants sont affiliés à la même caisse. Les jeunes de 16 à 25 ans ne bénéficient pas de cette disposition, mais ils sont pris en considération dans le nombre d'enfants s'ils vivent en ménage commun avec leurs parents.

2. Dispositions propres à l'assurance collective

2.1. En ce qui concerne l'assurance des soins, les assurés collectifs et les membres de leur famille demeurent assurés dans le cadre du contrat collectif lorsqu'ils cessent d'exercer une activité lucrative pour des raisons d'âge ou pour cause d'invalidité ou de chômage. Il en est de même pour les assurés malades ou accidentés pour la durée de l'incapacité de travail totale ou partielle. Leurs cotisations doivent être fixées selon les mêmes principes que ceux valables pour les autres assurés du contrat en question.

2.2. Pour l'assurance des soins médicaux, les cotisations de chaque contrat collectif doivent être fixées de façon à couvrir les dépenses et à constituer les réserves légales. De plus, ces cotisations ne peuvent pas être inférieures aux cotisations minimales fixées chaque année, par région, par l'Office fédéral des assurances sociales. La liste de ces nouvelles dispositions n'est pas exhaustive. Nous n'avons reproduit ici que celles qui touchent le plus les assurés.